

TROP C'EST TROP !!!!

ENSEMBLE REFUSONS L'AUSTERITE!

En 2014, le gouvernement nous a privé de nos revalorisations de pensions effectives chaque 1^{er} janvier jusqu'en 2010 en les retardant au 1^{er} avril jusqu'en 2013 et reportées au 1^{er} octobre à compter de 2015... peut-être! Cette stratégie s'est soldée par un blocage général des pensions et donc une perte sèche de pouvoir d'achat.

En 2015, le gouvernement entend poursuivre la même politique. Le projet de budget 2015 prévoit 50 milliards d'euros d'économies d'ici à 2017 dont :

- 7.7 milliards d'économie sur les services de l'Etat
- 9.6 milliards de ponction sur le système de protection sociale
- 3.7 milliards d'économies sur les collectivités territoriales

Dans le même temps, le pacte de responsabilité du gouvernement offre 40 milliards d'euros aux entreprises sans aucune contrepartie.

De l'argent il y en aurait pour les retraites, il y en aurait pour satisfaire les revendications des retraités en matière de logement, d'accès aux soins de qualité, de culture, de sport et de loisirs.

Et n'oublions pas que la fraude aux cotisations sociales de la part des entreprises atteint 25 milliards d'euros et que les actionnaires du CAC 40 ont vu leurs dividendes augmenter de 30% en un an, soit plus de 40 milliards d'euros. Ajoutons-y les centaines de milliards de la fraude fiscale organisée avec l'appui des banques.

Moins de salaire, moins de retraite, moins de sécu, plus de profits! C'est la double peine pour les salariés actifs et retraités!!!! Et l'on ose nous dire qu'il n'y pas d'argent pour les salaires, pas d'argent pour la sécu, pas d'argent pour les retraites! Ça c'est leur crise!

Ce qui fait défaut c'est un gouvernement qui prenne ses responsabilités et qui ait la volonté et le courage de mettre en place une véritable politique de gauche qui réponde concrètement aux besoins de la population. Et des salariés actifs et retraités organisés et suffisamment mobilisés pour créer un réel rapport de force capable d'imposer d'autres choix. **Pour exiger :**

- Le rattrapage immédiat des sommes spoliées depuis les mesures Veil/Balladur de 1993 sur les retraites
- Le retour à la revalorisation des pensions au 1^{er} janvier de chaque année avec rattrapage des sommes dues
- L'indexation de l'évolution des retraites sur le salaire moyen
- Une pension minimale pour une carrière complète équivalente au SMIC porté à 1700€
- Des mesures législatives pour plus de justice sociale et une juste répartition des richesses produites par le travail
- Une loi sur l'autonomie financée par la Sécurité Sociale et non par l'impôt, la CSG et la CASA ou une nouvelle taxe

Ensemble nous irons jusqu'au bout et ensemble nous gagnerons. Rejoignez-nous!